



VILLE DE THONON-LES-BAINS

Juin 2011

**Évaluation d'incidences Natura 2000
au titre de l'Article 6
de la directive Habitats CE/92/43**

**Extension de la ZI de Vongy
sur le secteur de Champ Dunand**

Commune de Thonon-les-Bains (74)

Milieux naturels et biodiversité

Milieux naturels et biodiversité
Politiques de développement durable
Concertation et formation
Énergie et climat
Aménagement et projets de territoire



mosaïque-environnement.com

Sommaire

Chapitre I. Contexte de la mission	1
Chapitre II. Rappel du cadre juridique	4
II.A. Le réseau Natura 2000	5
II.B. La directive Oiseaux.....	5
II.C. L'article 6 de la directive Habitats	5
II.D. Transposition de la directive Habitats en droit français	6
II.D.1. L'ordonnance n° 2001-321 du 11 avril 2001.....	6
II.D.2. Le décret n° 2001-1031 du 8 novembre 2001	7
II.D.3. La circulaire DNP/SDEN n°2004-1 du 5 octobre 2004.....	7
II.D.4. Evolution du régime des incidences	8
II.E. Notions « d'effet notable dommageable » et « d'état de conservation »	10
II.E.1. Définition de l'état de conservation d'un habitat naturel.....	10
II.E.2. Définition de l'état de conservation d'une espèce	10
Chapitre III. Présentation du réseau Natura 2000	11
III.A. Au niveau national.....	12
III.B. Au niveau régional	14
Chapitre IV. Prédiagnostic	16
IV.A. Le projet	17
IV.B. Le projet par rapport aux sites Natura 2000	20
IV.C. Présentation et description des sites NATURA 2000	20
IV.C.1.....Le site FR8212020 « Lac Léman - Domaine de Ripaille »	20
IV.C.2.....Les sites FR8210018 et FR8201719 « Delta de la Dranse »	21
IV.D. Description des incidences potentielles du projet.....	23
Chapitre V. Diagnostic.....	24
V.A. Etat initial du secteur d'étude.....	25
V.A.1. L'occupation des sols.....	25
V.A.2. Intérêt de la zone du projet pour les Oiseaux.....	31
V.B. Evaluation des incidences.....	32
V.B.1. Détérioration des zones de chasse des oiseaux	32
V.B.2. Détérioration indirecte sur les milieux aquatiques abritant des habitats et espèces d'intérêt communautaire	32
V.B.3. Perturbation des échanges biologiques.....	33
Chapitre VI. Conclusion.....	34
Chapitre VII. Méthodologie et difficultés rencontrées	36
VII.A. Définition de l'aire d'étude.....	37
VII.B. Méthodologie et difficultés concernant l'état des lieux.....	37
VII.C. Méthode d'évaluation des incidences	38

Liste des cartes

carte n°1.	Localisation du projet	3
carte n°2.	Les zones biogéographiques de France	13
carte n°3.	Le réseau Natura 2000 en Rhône-Alpes	15
carte n°4.	Le réseau Natura 2000 dans le département de la Haute-Savoie	18
carte n°5.	Les sites Natura 2000 concernés par le projet	19
carte n°6.	Occupation du sol élargie du site de la ZA de Champ Dunand.....	26
carte n°7.	Occupation du sol dans le périmètre d'extension de la ZI de Vongy	29
carte n°8.	Habitats et fonctionnalité écologique du site	30

Chapitre I.

Contexte de la mission

Située au nord de la Haute-Savoie et bordant la rive Sud du Lac Léman, la **ville de Thonon-les-Bains** est la ville-centre du Chablais.

Afin de conforter sa position de pôle économique et de favoriser la croissance des emplois et des activités, la commune souhaite créer une zone d'activités en continuité de la **zone industrielle de Vongy**, parc d'activités intercommunal le plus important du Chablais.

Cette création est prévue sur le secteur de « Champ Dunand », actuellement occupé par des prairies fauchées et pâturées (cf. carte n°1).

Le projet se trouve à proximité de trois sites Natura 2000 : le « domaine de Ripaille », une entité de la ZPS FR8212020 « Lac Léman », la ZPS FR8210018 « Delta de la Dranse » et la ZSC FR8201719 ZSC « Delta de la Dranse ». De ce fait, il doit faire l'objet d'une **évaluation appropriée de ses incidences** sur l'environnement, au regard des objectifs européens de conservation, conformément aux exigences de l'article 6 de la directive Habitats-Faune-Flore CE/92/43.



Chapitre II.

Rappel du cadre juridique

II.A. LE RESEAU NATURA 2000

L'action de l'Union européenne en faveur de la préservation de la diversité biologique repose en particulier sur la création d'un réseau écologique cohérent d'espaces, nommé Natura 2000 composé, à terme, des sites suivants :

- les **Zones Spéciales de Conservation (ou ZSC)** désignées au titre de la directive 92/43/CEE du conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que la faune et la flore sauvages dite **directive « Habitats-Faune-Flore »** ;
- les **Zones de Protection Spéciales (ou ZPS)** désignées au titre de la directive européenne 79/409/CEE du 2 avril 1979 dite **directive « Oiseaux »** (actualisée par la directive 2009/147/CE du parlement européen et du conseil du 30 novembre 2009).

Ce réseau écologique européen d'espaces gérés sera créé avec le souci de préserver les richesses naturelles tout en tenant compte des exigences économiques, sociales et culturelles, ainsi que des particularités locales de chaque état membre. Il doit permettre de répondre aux objectifs de la convention mondiale sur la préservation de la biodiversité (adoptée au sommet de la Terre, Rio 1992).

II.B. LA DIRECTIVE OISEAUX

La directive 79/409/CEE portant sur la « *conservation des oiseaux sauvages* » a été adoptée en avril 1979 par le Conseil des ministres européens.

Elle entend contribuer à assurer le maintien et/ou la restauration des populations d'oiseaux et de leurs habitats dans un état de conservation favorable.

Suivant le principe de subsidiarité, qui s'applique aux directives européennes, chaque état membre a la responsabilité de son application sur son territoire, et la charge de définir les moyens à mettre en œuvre pour répondre aux objectifs fixés. Il désigne, au titre de cette directive, des ZPS.

II.C. L'ARTICLE 6 DE LA DIRECTIVE HABITATS

Le projet d'extension de la ZI de Vongy sur le secteur de « Champ Dunand » étant situé à proximité immédiate (< 1km) d'une ZSC et de deux ZPS, il est soumis à l'application de l'article 6 de la directive « Habitats » 92/43/CEE.

ARTICLE 6.2 : le devoir de protection

Les états membres ont l'obligation d'éviter toute détérioration des habitats et toute perturbation significative des espèces présentes sur les sites. Depuis juin 1994, cet article s'applique déjà à toutes les Zones de Protection Spéciales (ZPS) de la directive Oiseaux (79/409/CEE). Il s'appliquera aux futures Zones Spéciales de Conservation (ZSC) dès qu'elles auront été sélectionnées en tant que Site d'Intérêt Communautaire (SIC). Ce devoir s'applique aussi aux activités existantes (agricoles, touristiques, etc.).

ARTICLES 6.3 et 6.4 : la gestion des nouvelles activités

La directive Habitats n'interdit pas la conduite de nouvelles activités sur le site Natura 2000. Néanmoins, **les articles 6.3 et 6.4** imposent de soumettre les plans et projets dont l'exécution pourrait avoir des répercussions significatives sur le site, à une **évaluation de leurs incidences sur l'environnement**.

Chaque fois qu'une proposition de nouveau plan ou projet sera susceptible d'affecter un site Natura 2000, elle devra être évaluée selon des procédures précises et apporter des garanties réelles.

L'évaluation devra intégralement prendre en compte les impacts spécifiques sur la valeur naturelle du site ayant déterminé son intégration au réseau Natura 2000.

L'article 6.3 conduit les autorités nationales compétentes à n'autoriser un plan ou un projet que si, au regard de l'évaluation de ses incidences, il ne porte pas atteinte à l'intégrité du site considéré.

L'article 6.4 permet cependant d'autoriser un plan ou un projet en dépit des conclusions négatives de l'évaluation des incidences sur le site, à condition :

- qu'il n'existe aucune solution alternative de moindre incidence ;
- que le plan ou le projet soit motivé pour des raisons impératives d'intérêt public majeur ;
- d'avoir recueilli l'avis de la Commission européenne lorsque le site abrite un habitat naturel ou une espèce prioritaire et que le plan/projet est motivé par une raison impérative d'intérêt public majeur relative à la santé de l'homme, la sécurité publique ou des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement ;
- que l'état membre prenne toutes mesures compensatoires nécessaires pour garantir la cohérence globale du réseau Natura 2000, ces mesures devant être notifiées à la Commission européenne.

Contrairement à la législation française sur les espèces protégées, **l'article 6 de la directive Habitats prévoit donc des dérogations** (cf. art. 6.4) en l'absence de « solutions alternatives » et « pour des raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale et économique ». Des « mesures compensatoires » doivent être prises.

II.D. TRANSPOSITION DE LA DIRECTIVE HABITATS EN DROIT FRANÇAIS

II.D.1. L'ordonnance n° 2001-321 du 11 avril 2001

L'ordonnance n° 2001-321 du 11 avril 2001 (articles L.414-1 à L.414-7 du code de l'environnement) fixe le cadre législatif de Natura 2000 dans le droit français. Il faut noter en particulier :

- **l'article L.414-1** du code de l'environnement qui prévoit une évaluation des incidences des « programmes ou projets de travaux, d'ouvrage ou d'aménagement soumis à un régime d'approbation administrative et dont la réalisation est de nature à affecter de façon notable un site Natura 2000 » ;
- **l'article L.414-5** qui définit les mesures administratives qui peuvent être prises pour faire respecter ce régime d'évaluation des incidences des programmes et projets de travaux.

Conformément aux dispositions de **l'ordonnance n° 2001-321 du 11 avril 2001** transposant les directives communautaires en droit français, **l'évaluation doit être appropriée** :

- **elle doit ainsi être ciblée** sur l'analyse des effets des programmes et projets sur la conservation du site au regard de ses objectifs de conservation, c'est-à-dire de l'ensemble des mesures requises pour maintenir ou rétablir les habitats naturels et les populations d'espèces de faune et de flore sauvages dans un état favorable à leur maintien à long terme ;
- le contenu de l'étude d'évaluation des incidences doit **répondre au principe de « proportionnalité »**, c'est-à-dire être en relation avec l'importance et la nature des

programmes et projets et avec leurs incidences sur les habitats naturels et les espèces d'intérêt communautaire pour lesquels le site a été désigné.

II.D.2. Le décret n° 2001-1031 du 8 novembre 2001

Le décret n° 2001-1031 du 8 novembre 2001, dit « **décret procédure** » qui abroge le décret du 5 mai 1995, est relatif à la procédure de désignation des sites Natura 2000. Il précise notamment qu'un projet de périmètre de ZPS ou ZSC n'est obligatoirement soumis qu'aux communes et aux EPCI (Etablissements publics de coopération intercommunale) concernés.

Le décret n° 2001-1216 du 20 décembre 2001 relatif à la gestion des sites Natura 2000 **modifie le code rural (articles R.214-34 à R.234-39 du code rural)**. L'article R.214-37 du code rural, modifié par ce décret, précise que « *l'étude d'impact ou la notice d'impact et le document d'incidences mentionnés au c et au a de l'article R.214-34, tiennent lieu du dossier d'évaluation* ». L'article R.214-38 précise que le « *dossier d'évaluation est joint à la demande d'autorisation ou d'approbation du programme ou du projet et, le cas échéant, au dossier soumis à l'enquête publique* ». La circulaire DNP/SDEN n° 2004-1 du 5 octobre 2004, relative à l'évaluation des incidences des programmes et projets au titre de Natura 2000, détaille la présentation de cette évaluation et précise que cette « *évaluation ne remplace pas, d'ailleurs, le volet milieu naturel de l'étude d'impact* ».

Remarque : suite au décret n° 2005-935 du 2 août 2005, ces articles du code rural ont été transférés dans le code de l'environnement (articles R.414-19 à R.414-24).

II.D.3. La circulaire DNP/SDEN n°2004-1 du 5 octobre 2004

Celle-ci fixe le contenu du dossier d'évaluation d'incidences.

« *Le dossier d'évaluation d'incidences, composé au maximum de trois parties, est uniquement ciblé sur les habitats naturels et les espèces ayant justifié la désignation du site et s'établit au regard de leur conservation :*

Première partie : pré-diagnostic

- a) **description du programme** ou du projet de travaux, d'ouvrages ou d'aménagement, avec la carte de localisation élaborée par rapport au site Natura 2000, c'est-à-dire **par rapport à la localisation des habitats naturels et espèces** ayant justifié la désignation du site ;
- b) **analyse de ses effets notables**, temporaires ou permanents, seul ou en combinaison avec d'autres programmes ou projets dont est responsable le pétitionnaire ou le maître d'ouvrage (programme ou projet déjà terminé ou autorisé/approuvé mais non encore mis en œuvre, ou mis à l'instruction), sur les habitats naturels et les espèces ayant justifié la désignation du site.

Deuxième partie : diagnostic

Si l'analyse mentionnée au b) montre que le programme ou projet peut avoir des effets notables dommageables, il convient :

1. d'indiquer les **mesures pour supprimer ou réduire les effets dommageables**, ainsi que l'estimation des dépenses correspondantes ;
2. d'explicitier les **éventuels effets dommageables résiduels** après la mise en œuvre des mesures de réduction et suppression précitées.

A ce stade, le dossier peut être conclu, s'il n'y a pas d'effets notables dommageables résiduels.

Troisième partie : justificatifs du programme ou projet de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements et mesures compensatoires

Si, malgré les mesures prévues à la deuxième étape, le programme ou projet peut avoir des effets notables dommageables sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces, l'évaluation des incidences doit, de plus, comporter :

1. *les raisons pour lesquelles il n'existe pas d'autre solution satisfaisante : analyse des différentes solutions envisagées et de leur incidence sur le site Natura 2000 ; justification du choix de l'implantation par rapport aux autres variantes possibles ;*
2. *les raisons impératives d'intérêt public justifiant la réalisation du programme ou du projet ;*
3. *les mesures compensatoires prévues pour maintenir la cohérence globale du réseau Natura 2000, ainsi que l'estimation des dépenses. »*

C'est ce plan qui sera respecté dans le cadre de la présente mission.

II.D.4. Evolution du régime des incidences

En 2008, à l'occasion du projet de loi relatif à la responsabilité environnementale, une modification de l'article L.414-4 a été adoptée à l'unanimité, au Sénat et à l'Assemblée nationale. Cette nouvelle rédaction de l'article L.414-4 réaffirme le choix de la France de transposer le régime d'évaluation des incidences en s'insérant dans les dispositifs d'autorisations administratives existants. L'extension du champ d'application du régime d'évaluation des incidences telle qu'elle a été adoptée dans l'article 13 de la loi du 1^{er} août 2008 traduit la volonté d'une part d'assurer une transposition appropriée des dispositions communautaires précitées et d'autre part de ne pas peser exagérément sur les contraintes imposées aux acteurs de nos territoires et aux administrés.

Le travail d'élaboration de ces décrets repose sur une importante collaboration avec les autres ministères, les services déconcentrés et avec les partenaires socio-professionnels, élus et associatifs. Il est également né d'une étude rigoureuse des contentieux nationaux et communautaires existants.

Le contenu de la loi du 1^{er} août 2008 modifie le champ d'application de l'évaluation des incidences. Il est étendu d'une part aux régimes déclaratifs, d'autre part aux documents de planification, aux manifestations et interventions dans le milieu naturel ou le paysage. **En accord avec la majorité des partenaires socio-professionnels il a été décidé de retenir le principe de listes positives.** Ce choix des listes positives permet aux acteurs de connaître *a priori* leur situation au regard de ce régime, leur garantissant la sécurité juridique et un traitement égalitaire.

La loi du 1^{er} août 2008 prévoit deux listes établies par décret en Conseil d'Etat :

- le premier décret d'application du 9 avril 2010 fixe la liste nationale des catégories relevant déjà d'un régime d'autorisation ou de déclaration existant qui sont soumises à l'évaluation des incidences et les modalités d'établissement des listes locales complémentaires à cette liste qui seront arrêtées par le préfet ;
- le second décret d'application (publication prévue au premier semestre 2011) fixe une liste nationale de référence des catégories n'étant soumises à aucun régime d'encadrement administratif et qui pourront être soumises à autorisation après évaluation de leurs incidences, si les préfets le jugent nécessaire, pour un ou plusieurs sites Natura 2000 et dans des conditions à définir et préciser par arrêtés préfectoraux.

Dans le 1^{er} décret, la liste nationale reprend les catégories déjà soumises à évaluation des incidences ; y sont ajoutés les documents de planification et certains régimes d'autorisation ou de déclaration.

Le deuxième décret vient préciser la liste de référence des catégories de projets ou documents ne relevant actuellement d'aucun régime d'encadrement administratif, mais susceptibles de porter atteinte aux sites Natura 2000. Pour ces catégories, sera créée et précisée dans le décret une procédure d'autorisation particulière, avec obligation de fournir une évaluation des incidences. Ce régime ne sera applicable que si les préfets retiennent ces catégories sur des listes locales, en définissant le territoire concerné (au plus celui de leur domaine géographique de compétence) et les modalités d'application (périodes de l'année, seuils ou caractéristiques techniques, etc.). Il est à noter que le dispositif prévu pour l'élaboration des listes locales a été conçu conformément aux dispositions législatives de l'article 13 de la loi du 1er août 2008, lequel prévoit expressément que le préfet établit les listes locales en concertation avec des représentants de collectivités territoriales et de leurs groupements, de propriétaires, d'exploitants et d'utilisateurs concernés ainsi que d'organisations professionnelles, d'organismes et d'établissements publics exerçant leurs activités dans les domaines agricole, sylvicole, touristique, des cultures marines, de la pêche, de la chasse et de l'extraction.

La procédure est proportionnée au projet. Afin de ne pas alourdir inutilement les procédures, il a également été prévu une évaluation des incidences simplifiée lorsqu'il est possible de conclure rapidement à l'absence d'impact, ce qui peut être le cas en particulier lorsque le projet est suffisamment éloigné d'un site Natura 2000. En outre, la loi dispose que les activités ou travaux prévus par les contrats Natura 2000 ou pratiqués dans les conditions définies dans une charte Natura 2000 sont dispensés de l'évaluation des incidences Natura 2000.

L'évaluation des incidences est un outil de gestion des territoires. La finalité de l'évaluation des incidences est de conduire le pétitionnaire à s'interroger en amont sur les conséquences de ses choix sur les sites Natura 2000. Une prise en compte initiale permet d'intégrer l'évaluation des incidences aux différentes phases d'élaboration du projet et d'en réduire la charge, de manière à prévenir toute atteinte significative, sans pour autant recourir à une interdiction générale et absolue applicable de manière indifférenciée à tous les sites Natura 2000 et à tous les acteurs locaux.

II.E. NOTIONS « D'EFFET NOTABLE DOMMAGEABLE » ET « D'ETAT DE CONSERVATION »

La circulaire DNP/SDEN n°2004-1 précise que « le caractère “ **d'effet notable dommageable** ” doit être déterminé à la lumière des caractéristiques et des conditions environnementales spécifiques du site concerné par le programme ou projet, compte tenu particulièrement des objectifs de conservation et de restauration définis dans le DOCOB. »

Elle indique également que « l'atteinte à l'état de conservation d'un habitat ou d'une espèce constitue un effet notable dommageable sur le site ».

II.E.1. Définition de l'état de conservation d'un habitat naturel

La directive Habitats définit l'**état de conservation d'un habitat naturel** de la manière suivante (Circulaire DNP/SDEN n°2004-1 du 5 octobre 2004) :

« Effet de l'ensemble des influences agissant sur un habitat naturel ainsi que sur les espèces typiques qu'il abrite, qui peuvent affecter à long terme sa répartition naturelle, sa structure et ses fonctions ainsi que la survie à long terme de ses espèces typiques sur le territoire européen des Etats membres. »

L'état de conservation d'un habitat naturel sera considéré comme « favorable » lorsque :

1. *son aire de répartition naturelle ainsi que les superficies qu'il couvre au sein de cette aire sont stables ou en extension **et***
2. *la structure et les fonctions spécifiques nécessaires à son maintien à long terme existent et sont susceptibles de perdurer dans un avenir prévisible **et***
3. *l'état de conservation des espèces qui lui sont typiques est favorable. »*

II.E.2. Définition de l'état de conservation d'une espèce

De même, la directive Habitats définit l'état de conservation d'une espèce de la manière suivante (Circulaire DNP/SDEN n°2004-1 du 5 octobre 2004) :

« Effet de l'ensemble des influences qui, agissant sur l'espèce, peuvent affecter à long terme la répartition et l'importance de ses populations sur le territoire européen des Etats membres. »

L'état de conservation d'une espèce sera considéré comme « favorable » lorsque :

1. *les données relatives à la dynamique de la population de l'espèce en question indiquent que cette espèce continue et est susceptible de continuer à long terme à constituer un élément viable des habitats naturels auxquels elle appartient **et***
2. *l'aire de répartition naturelle de l'espèce ne diminue ni ne risque de diminuer dans un avenir prévisible **et***
3. *il existe et il continuera probablement d'exister un habitat suffisamment étendu pour que ses populations se maintiennent à long terme. »*

Chapitre III.

Présentation du réseau Natura 2000

Le présent rapport vise à apprécier si le projet de zone d'activités de Champ Dunand est susceptible d'affecter l'état de conservation des sites Natura 2000 :

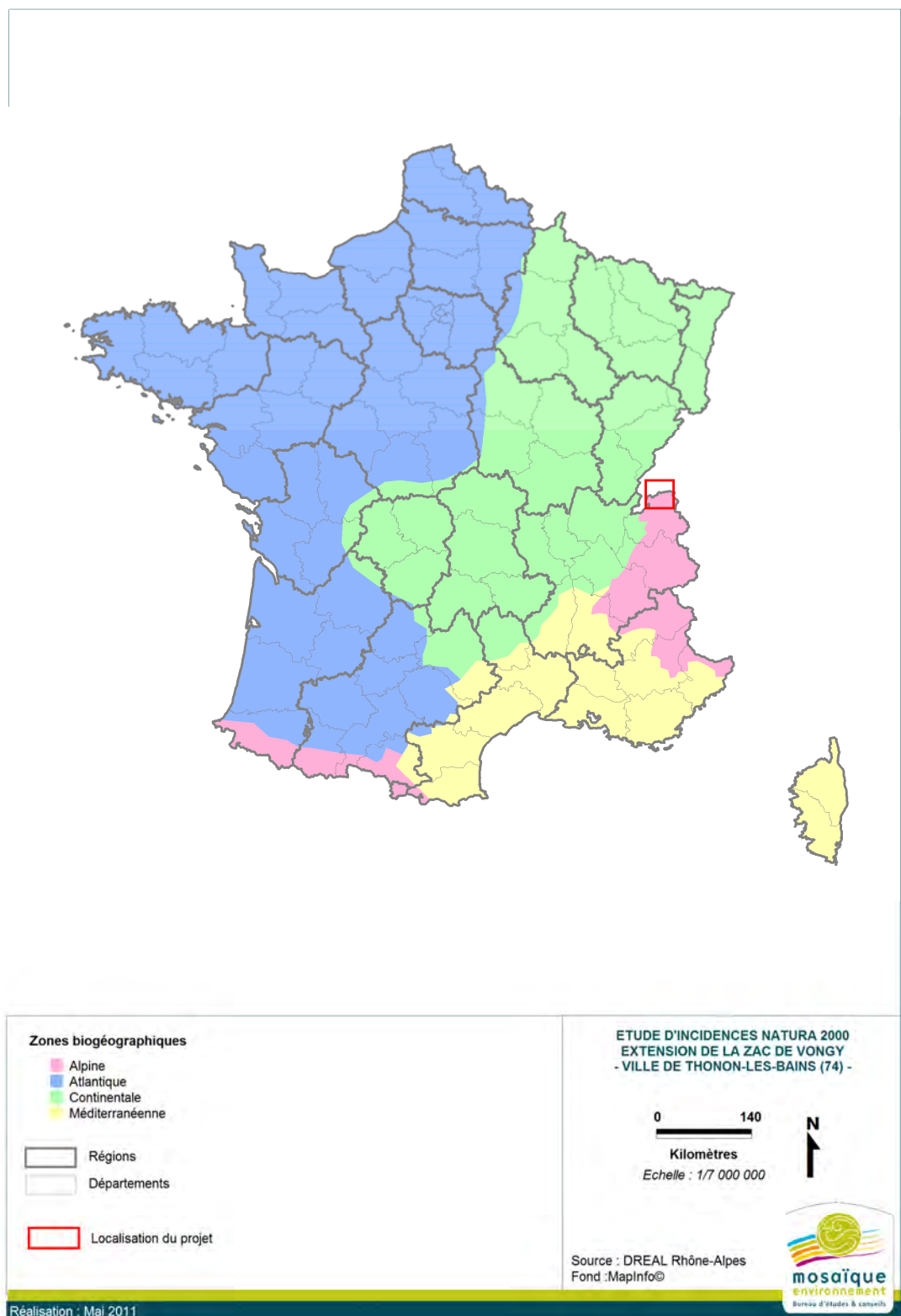
- **FR8212020 ZPS « Lac Léman » (domaine de Ripaille)**
- **FR8210018 ZPS « Delta de la Dranse »**
- **et FR8201719 ZSC « Delta de la Dranse »**

III.A. AU NIVEAU NATIONAL

Afin de mieux organiser l'évaluation des sites proposés pour constituer le réseau Natura 2000, un document officiel de la Commission européenne délimite les différentes régions biogéographiques de l'Union européenne. Un **territoire biogéographique** est un espace géographique qui présente des caractères spécifiques tels que :

- l'existence d'espèces animales et végétales, habitats et paysages propres ;
- des conditions climatiques, morphologiques et pédologiques le différenciant des autres territoires ;
- une histoire postglaciaire particulière au niveau des migrations d'espèces.

Ce découpage comporte six zones biogéographiques : atlantique, continentale, alpine, méditerranéenne, macaronésienne, boréale. La France est concernée par les 4 premières zones (cf. carte n°2). La région Rhône-Alpes est située au carrefour des zones continentale, alpine et méditerranéenne. Environ 75 % du département de la Haute-Savoie appartient à la zone alpine et 25 % à la zone continentale. La ville de Thonon est située dans la zone biogéographique alpine.

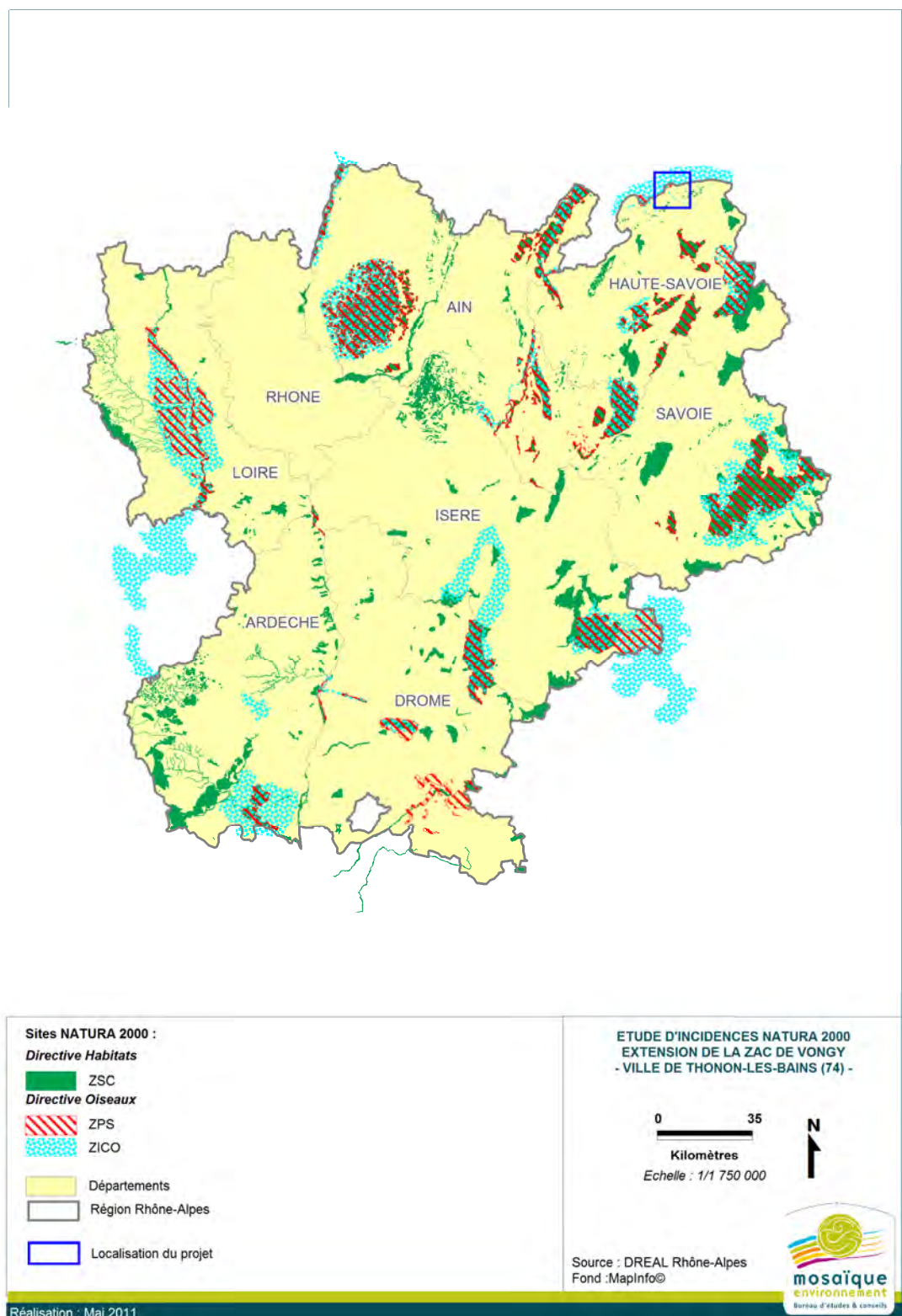


carte n°2. Les zones biogéographiques de France

III.B. AU NIVEAU REGIONAL

Le réseau Natura 2000 couvre en région Rhône-Alpes près de 11 % du territoire rhônalpin. Les 34 sites désignés au titre de la directive Oiseaux (Zones de Protection Spéciales) représentent 7 % de la région. Les **129 sites désignés au titre de la directive Habitats** (Zones Spéciales de Conservation et Sites d'Intérêt Communautaire) occupent 9 % du territoire (*source Mille Lieux, Bulletin du réseau Natura 2000 en Rhône-Alpes n° 17, Mai 2010*).

D'après les connaissances actuelles, le réseau Natura 2000 rhônalpin comporte 75 habitats naturels inscrits à l'annexe I de la directive Habitats (133 en France), 67 espèces de l'annexe II de la directive Habitats (155 en France et 911 en Europe) et 65 espèces de l'annexe I de la directive Oiseaux (123 espèces en France et 195 en Europe).



carte n°3. Le réseau Natura 2000 en Rhône-Alpes

Chapitre IV.

Prédiagnostique

IV.A. LE PROJET

Il s'agit d'un projet d'aménagement de la zone d'activité de Champ Dunand qui est en continuité avec la zone d'activité existante de Vongy, qui est principalement à vocation industrielle.

Le projet satisfait à plusieurs objectifs dont :

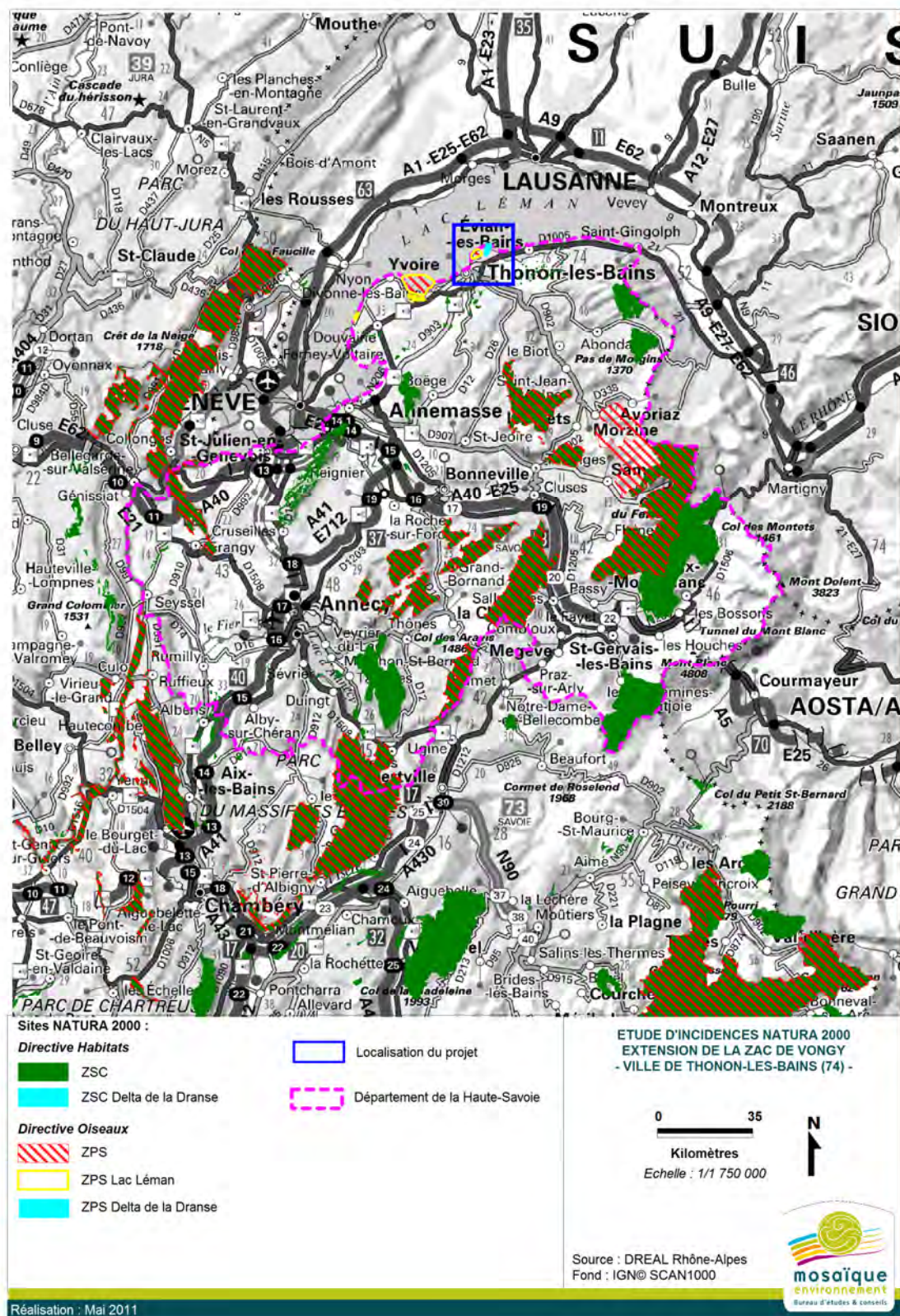
- la réponse à une demande de terrains disponibles, adaptés à l'implantation d'activités liées au secteur industriel et nécessitant des surfaces foncières importantes ;
- dans l'objectif d'amorce de l'évolution de la zone vers des activités à plus haute valeur ajoutée, le développement d'activités intermédiaires entre industrie et services sur un secteur de l'agglomération proche des principaux axes de communications, du réseau de transports en commun, mais clairement détaché du centre ville ;
- la création d'emplois sur l'agglomération thononaise, visant un certain rééquilibrage des forces sur l'agglomération Franco-Valdo-Genevoise.

Mais plus encore, l'aménagement de la zone d'activité de Champ Dunand constitue une véritable opportunité de développer une offre nouvelle :

Elle rendra possible le déplacement d'activités sources de nuisance, actuellement implantées en centre-ville, alors même que celui-ci a comme vocation principale l'offre de logement et d'activités de service à la personne. Il en découlera une diminution des nuisances dans le centre, et une libération d'espaces offrant une opportunité de densification des logements et d'accueil d'activités plus adaptées à un centre urbain.

La zone de Champ Dunand est adossée à la ZI de Vongy accueillant des industries lourdes, jouxtant un secteur résidentiel, ainsi que les sites et itinéraires touristiques. Ainsi, elle se doit d'être un espace de transition, en termes de typologie des entreprises accueillies, et de traitement paysager du site, l'un et l'autre s'avérant très complémentaires.

La zone d'activités, évoluant avec le tissu économique, accueillera des entreprises dont les activités seront moins lourdes et moins génératrices de nuisances que celles de la ZI de Vongy. Ces entreprises plus économes en foncier, et aux infrastructures de taille moindre, rendront le traitement qualitatif de la zone plus aisé. L'objectif est de préserver les qualités paysagères et environnementales du secteur, notamment en structurant davantage la limite entre les zones résidentielles et industrielles.

carte n°4. Le réseau Natura 2000 dans le département de la Haute-Savoie

carte n°5. Les sites Natura 2000 concernés par le projet

IV.B. LE PROJET PAR RAPPORT AUX SITES NATURA 2000

Situé au nord-est de la commune de Thonon-les-Bains, le projet d'aménagement de la zone d'activité de Champ Dunand se trouve à proximité immédiate de plusieurs sites Natura 2000 :

- le site FR 8212020 « Lac Léman » se trouve à environ 250 m du projet ;
- les sites FR8210018 et FR8201719 « Delta de la Dranse » sont à environ 700 m.

IV.C. PRESENTATION ET DESCRIPTION DES SITES NATURA 2000

IV.C.1. Le site FR8212020 « Lac Léman - Domaine de Ripaille »

Le site Natura 2000 FR8212020 « Lac Léman » est situé au nord du département de la Haute-Savoie, le long du lac du même nom. Il s'agit d'une **Zone de Protection Spéciale** relevant de la directive européenne Oiseaux, désignée par **arrêté ministériel du 24 avril 2006**. Elle est composée de trois entités situées sur les communes de Chens-sur-Léman, Sciez et Thonon-les-Bains, et d'une entité lacustre située sur le Lac Léman au niveau de la commune de Sciez. Le périmètre de la ZPS couvre **1 251 hectares**.

À l'échelle européenne, le Lac Léman est un plan d'eau d'intérêt majeur pour un grand nombre d'oiseaux d'eau migrateurs. Il constitue, en effet, une **halte migratoire et une zone d'hivernage** essentielle pour ces espèces. Il est cité comme étant la deuxième zone d'hivernage française après la Camargue. Ce rôle est d'ailleurs souligné par la qualification de « site d'importance internationale pour l'hivernage et la migration des oiseaux d'eau » accordée à la rive française du Lac Léman au titre de la convention de Ramsar sur la protection des zones humides et l'inventaire au titre des Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO RA 12 « Lac Léman »), qui comprend le domaine de Ripaille et le delta de la Dranse (surface totale de la ZICO : 24 300 ha). Le lac Léman constitue également une ZNIEFF de type II (n° 7401).

Les oiseaux étant très mobiles, on observe de nombreux échanges entre les roselières, les prairies humides, les îlots sablonneux, et les secteurs littoraux des différentes entités du site Natura 2000.

On recense sur la ZPS du Lac Léman une grande diversité d'espèces. **Une vingtaine d'oiseaux sont inscrits à l'annexe I** de la directive 79/409/CEE du Conseil et ont justifié la désignation du site en zone Natura 2000. Plus de 50 espèces d'oiseaux migrateurs sont régulièrement présents sur les bords du Léman, notamment des Laridés et des Anatidés

Le secteur forestier du domaine de Ripaille, situé sur la commune de Thonon, est propice à la nidification de plusieurs espèces de l'annexe I : le Milan noir dans les boisements, le Martin pêcheur d'Europe sur la rive du Lac Léman et la Pie-grièche écorcheur dans les coupes forestières, chablis, prairies bocagères.

Ce site Natura 2000 est particulièrement vulnérable face à l'urbanisation et aux activités nautiques. Les principaux enjeux en termes de préservation des espèces, se situent en période de migration et d'hivernage.

Le domaine de Ripaille est également un site classé au titre de la loi du 2 mai 1930 (arrêté du 3 mars 1950).

Le document d'objectifs (DOCOB) de la ZPS du Lac Léman est en cours d'élaboration. Une partie du site appartient au Conservatoire du littoral. Des contrats Natura 2000 sont en cours et le secteur du domaine de Guidou fait déjà l'objet d'un plan de gestion.

IV.C.2. Les sites FR8210018 et FR8201719 « Delta de la Dranse »

Le « Delta de la Dranse » correspond à l'embouchure de la Dranse dans le Lac Léman. Elle est couverte par deux sites Natura 2000 : **la ZPS FR8210018 et la ZSC FR8201719**.

En raison de son intérêt pour les oiseaux et de sa vulnérabilité face à l'urbanisation intensive des berges du lac Léman, le delta de la Dranse a été intégré au réseau Natura 2000 en tant que ZPS par **arrêté du 27 octobre 2004**.

La Delta de la Dranse est également une **Réserve Naturelle Nationale**. Sa richesse écologique, principalement liée à la dynamique fluviale de la Dranse et à une influence méditerranéenne, a conduit à le désigner également comme Zone Spéciale de Conservation au titre de la directive Habitats, par **arrêté du 17 octobre 2008**.

Les deux sites Natura 2000 représentent une entité de **53 hectares**, situés sur la commune de Publier, à l'ouest de Thonon-les-Bains.

Comme la ZPS du Lac Léman, le Delta de la Dranse constitue une halte migratoire et un site d'hivernage important pour bon nombre d'oiseaux. Il est également un lieu de chasse pour certains rapaces (Faucon pèlerin, Faucon hobereau, Épervier d'Europe, etc.), et un site de nourrissage pour divers autres oiseaux (Héron cendré, Harle bièvre, etc.). On recense sur le site environ **34 espèces d'oiseaux migrateurs et 15 espèces inscrites à l'annexe I** de la directive européenne. Quatre espèces inscrites à l'annexe I de la directive Oiseaux (Blongios nain, Martin-pêcheur d'Europe, Sterne pierregarin, Milan noir) y nichent potentiellement. Toutefois, la Sterne pierregarin qui constituait l'espèce emblématique de la réserve naturelle ne niche plus régulièrement depuis les années 1990. La reproduction du Blongios nain est à confirmer. La population nicheuse du Milan noir dans le site est très forte.

Plusieurs autres espèces remarquables s'y reproduisent de façon régulière (Fuligule morillon, Nette rousse, Canard chipeau, Grèbe castagneux, Hirondelle de rivage) et il s'agit du seul site de reproduction en Rhône-Alpes du Goéland cendré (limite sud de nidification en France), même si la situation de cette dernière espèce est incertaine.

En ce qui concerne la ZSC, on trouve dans le Delta de la Dranse, **8 habitats d'intérêt communautaire (habitats humides, forêts alluviales, pelouses calcicoles, hêtraies)**, et **2 espèces animales** : le Sonneur à ventre jaune et le Castor d'Europe.

Les principaux enjeux sur les sites Natura 2000 du Delta de la Dranse tiennent d'une part à son rôle de couloir de migration pour les oiseaux, et d'autre part à la dynamique fluviale qui doit être conservée ou restaurée.

Les menaces sur ce site sont liées à l'artificialisation du cours d'eau, à l'urbanisation et à la surfréquentation du site.

La réserve naturelle du Delta de la Dranse fait l'objet d'un Plan de gestion, qui tient également lieu de DOCOB pour la ZSC et la ZPS depuis le 31 juillet 2000. L'organisme responsable de la gestion du site est **l'association ASTERS** (Agir pour la Sauvegarde des Territoires et des Espèces Remarquables ou Sensibles). Le site est inventorié comme ZNIEFF n°74000059 de type 1 « la Dranse, du pont de Bioge au Lac Léman » et comme ZICO depuis septembre 1986 (ZICO RA 12 Lac Léman).



***Réserve naturelle du delta de la Dranse –
plan d'eau abritant divers oiseaux nicheurs remarquables (Laridés et Anatidés notamment)***

IV.D. DESCRIPTION DES INCIDENCES POTENTIELLES DU PROJET

Le projet n'aura pas d'incidences directes sur les habitats naturels et habitats d'espèces d'intérêt communautaire situés à l'intérieur de ces sites Natura 2000, car il est implanté en dehors de ces sites. Vu l'éloignement des sites Natura 2000, il n'y a pas de risques de perturbation des espèces implantées dans les sites Natura 2000 par dérangement notamment, tant en période de travaux que de fonctionnement de la zone d'activités.

Toutefois, il est nécessaire d'étudier les incidences indirectes liées à la pollution des rejets d'eaux pluviales et d'eaux usées sur les habitats et espèces aquatiques.

Par ailleurs il est nécessaire d'analyser si l'urbanisation des parcelles actuellement en prairies est susceptible d'avoir une incidence significative sur les habitats d'alimentation des oiseaux, et ainsi leurs ressources alimentaires. Parmi les oiseaux nicheurs inscrits à l'annexe I du domaine de Ripaille et du delta de la Dranse, le site de Champ Dunand est favorable pour le Milan noir (zone de nourrissage) et pour la Pie-grièche écorcheur (zone de reproduction). Certains oiseaux migrateurs peuvent également utiliser les prairies comme site de repos et de nourrissage ; toutefois, les parcelles de Champ Dunand étant entourées de zones d'habitation, seuls les oiseaux peu farouches comme la Cigogne blanche peuvent éventuellement s'y arrêter.

Il est également nécessaire d'analyser la perturbation éventuelle des échanges biologiques entre les deux sites Natura 2000, dans ce secteur urbanisé.

Chapitre V.

Diagnostic

V.A. ETAT INITIAL DU SECTEUR D'ETUDE

V.A.1. L'occupation des sols

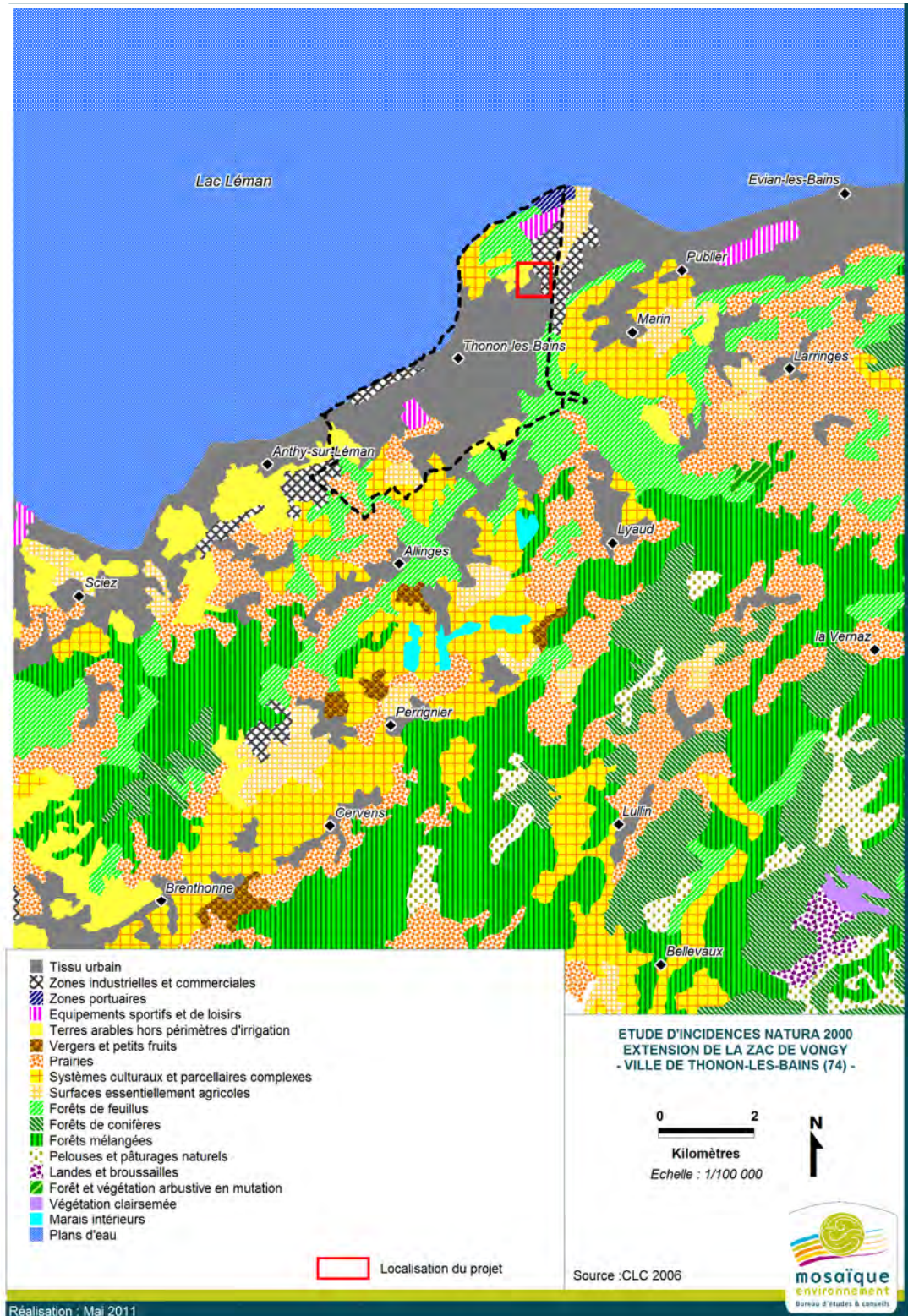
Autour du site d'étude

La carte d'occupation des sols élargie (carte n°6) établie à partir de Corine Land Cover montre l'occupation des sols aux environs du site d'étude. Elle est très variée : Lac Léman, zones urbaines assez denses et assez étendues aux abords du lac, forêts de feuillus, cultures, zones agricoles variées (mosaïque cultures/prairies).

La zone concernée par le projet

La zone concernée par le projet est constituée d'une prairie naturelle (Corine Biotopes 38) fauchée et pâturée.

Elle comporte de nombreux arbres isolés (essentiellement des cerisiers), un petit secteur de fourrés, des haies arbustives.



carte n°6. Occupation du sol élargie du site de la ZA de Champ Dunand



Prairie avec cerisiers haute-tige (partie-est)



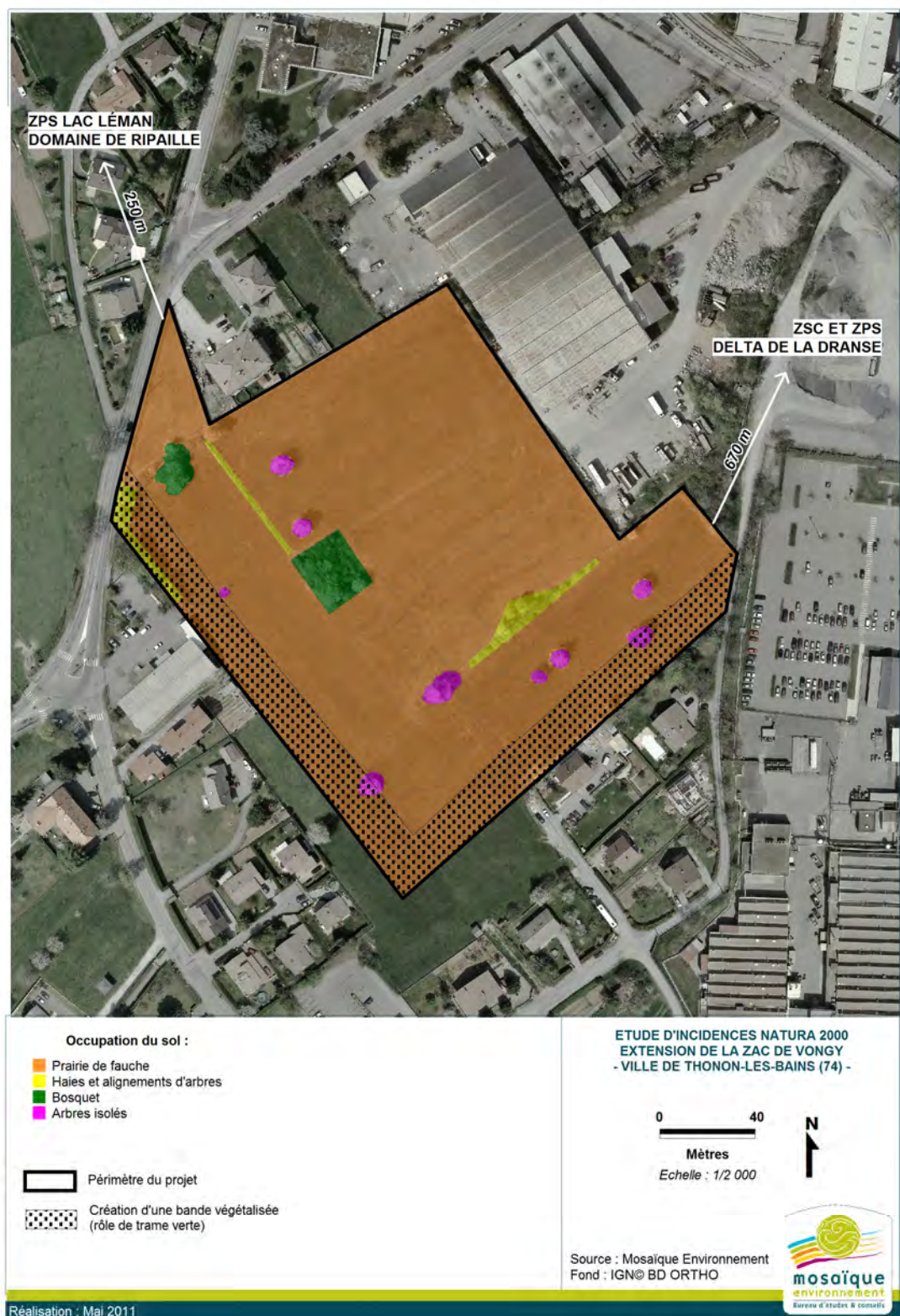
Prairie avec arbre mort entourée d'une zone pavillonnaire (partie ouest)

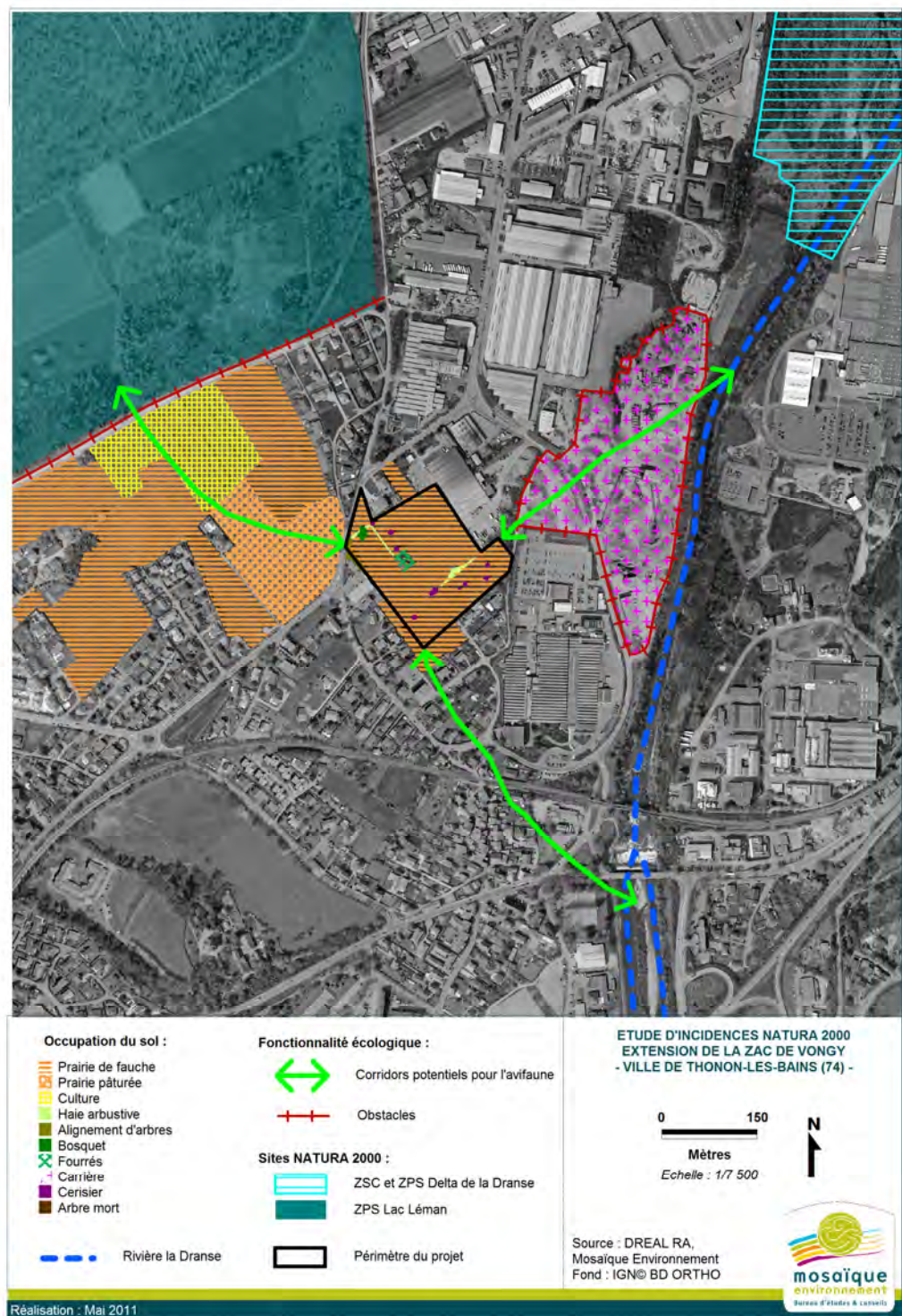


Bosquet au centre de la prairie (dominante arbustive)



Haie arbustive

carte n°7. Occupation du sol dans le périmètre d'extension de la ZI de Vongy

carte n°8. Habitats et fonctionnalité écologique du site

V.A.2. Intérêt de la zone du projet pour les Oiseaux

Lors des prospections réalisées le 12 et 13 mai 2011, 14 espèces ont été inventoriées dans la prairie.

Nom vernaculaire du taxon	Date	Directive Oiseaux	Oiseaux protégés
Chardonneret élégant	13/05/2011		x
Corneille noire	13/05/2011		
Étourneau sansonnet	14/05/2011		
Fauvette à tête noire	13/05/2011		x
Hirondelle de fenêtre	14/05/2011		x
Hirondelle rustique	13/05/2011		x
Merle noir	13/05/2011		
Mésange charbonnière	13/05/2011		x
Milan noir	14/05/2011	Ann I	
Moineau domestique	13/05/2011		x
Pic vert, Pivert	14/05/2011		x
Pie bavarde	13/05/2011		
Rougequeue noir	13/05/2011		x
Verdier d'Europe	13/05/2011		x

Certaines espèces sont nicheuses dans la parcelle : la Mésange charbonnière qui niche dans un arbre mort. La Fauvette à tête noire est nicheuse probable dans le fourré et aux abords du site. Le Chardonneret élégant niche soit sur le site, soit dans les jardins environnants (observation de jeunes volants). Le Verdier d'Europe se reproduit également dans les jardins environnants.

Plusieurs oiseaux sont des nicheurs possibles ou probables dans les arbres ou haies du site ou la végétation environnante (jardins, ripisylve, bosquets) et aux abords : Corneille noire, Pie bavarde, Étourneau sansonnet, Merle noir, Pic vert.

Plusieurs espèces fréquentent le site uniquement pour leur recherche de nourriture : l'Hirondelle de fenêtre, l'Hirondelle rustique. Le Rouge-queue noir et le Moineau domestique nichent dans les maisons.

Neuf espèces sont protégées. Une seule espèce est inscrite à l'annexe I de la directive Oiseaux : le Milan noir, qui fréquente le site lors de sa recherche de nourriture. Il faut noter que la Pie-grièche écorcheur, espèce de l'annexe I qui niche fréquemment dans les prairies bordées de haies arbustives, n'a pas été observée à Champ Dunand.

Remarque : même si cela ne concerne pas des espèces d'intérêt communautaire, il est nécessaire que les travaux d'abattage et de défrichement aient lieu en dehors la période de reproduction de la faune (en particulier les oiseaux protégés), ces travaux pourront donc avoir lieu de septembre à fin février.

V.B. EVALUATION DES INCIDENCES

V.B.1. Détérioration des zones de chasse des oiseaux

Nature de l'impact

Il s'agit d'analyser les incidences éventuelles du projet **en termes de zones de chasse et ressources alimentaires de certains oiseaux, notamment le Milan noir**. La Pie-grièche écorcheur ne se reproduisant pas sur le site, elle n'est pas concernée.

Evaluation de l'impact

Le Milan noir est un rapace migrateur présent en France uniquement en période de reproduction. Il niche en colonies lâches implantées dans les boisements en bordure des grands cours d'eau ou des grands lacs. Pour sa recherche de nourriture, il exploite préférentiellement les ripisylves, les plans d'eau, les bords de cours d'eau et les espaces agricoles ouverts. Préférentiellement charognard, son régime alimentaire est constitué de déchets alimentaires, de vertébrés morts (poissons morts, animaux écrasés sur les bords de route ou après les fauches), mais il capture aussi les invertébrés et les vertébrés d'un poids inférieur à 600 grammes comme le Campagnol des champs, notamment dans les prairies exploitées au moment de la fauche.

Sur la commune de Thonon, l'espèce niche dans les boisements notamment dans les deux sites Natura 2000 (Delta de la Dranse et Domaine de Ripaille). Le Delta de la Dranse possède une très forte population d'après le Docob, toutefois aucune estimation chiffrée de la population nicheuse n'est fournie ni dans le Docob, ni dans le FSD. La population migratrice est estimée à 50-100 individus. Pour la ZPS « Lac Léman », la population nicheuse est estimée à 25-40 couples. Les prairies de Champ Dunand font partie de la zone de prospection de plusieurs individus lors de la recherche de nourriture. La taille du domaine vital est mal connue et dépend des ressources alimentaires, il n'existe quasiment aucune donnée dans la bibliographie (16 km² par couple pour une petite population de la région de Cruseilles en Haute-Savoie d'après l'Atlas des Oiseaux nicheurs de Rhône-Alpes).

Le projet entraînera la détérioration de 3,8 ha de prairies. **Toutefois cela n'aura pas d'impacts significatifs sur la population locale de Milan noir dans la mesure où elle dispose de divers milieux pour rechercher sa nourriture sur la commune de Thonon avec le Lac Léman et les bords de la Dranse, et des zones agricoles encore assez étendues sur les communes riveraines (cf. carte n°6).**

Mesure d'accompagnement proposée

Il est proposé de préserver l'intégralité des zones agricoles entre Champ Dunand et le domaine de Ripaille et de les classer en zone agricole dans le cadre de la révision du PLU qui est en projet.

V.B.2. Détérioration indirecte sur les milieux aquatiques abritant des habitats et espèces d'intérêt communautaire

Nature de l'impact

Il s'agit d'analyser les incidences éventuelles du projet **sur les habitats et espèces aquatiques d'intérêt communautaire présentes dans le delta de la Dranse, en particulier l'effet de la pollution**.

Evaluation de l'impact

Les eaux pluviales et usées de Champ Dunand seront acheminées à la station d'épuration de Thonon-les-Bains, qui rejette, *via* un émissaire directement dans le Lac Léman au large du delta de la Dranse. En fonctionnement normal, le rejet de la station d'épuration n'affectera donc pas les habitats et espèces d'intérêt communautaire.

Toutefois, la station d'épuration est dotée d'un grand bassin d'orage de 11 000 m³. Lorsque ce bassin est plein, une canalisation dirige les eaux directement vers la Dranse. La commune prévoit le passage au système séparatif des eaux usées et des eaux pluviales sur l'avenue de Saint-Disdille qui concerne le secteur de Champ Dunand. En cas d'orage, seules des eaux pluviales peu chargées en pollution provenant de Champ Dunand sont donc susceptibles d'être rejetées dans la Dranse.

Les habitats et espèces aquatiques d'intérêt communautaire de la Dranse ne sont susceptibles d'être affectées par la pollution des eaux issues de Champ Dunand qu'en cas d'orage. En effet, en temps normal, elles sont traitées à la station d'épuration et rejetées directement dans le Lac Léman. Par ailleurs, la mise en place d'un système séparatif limite fortement les risques de pollution même en cas d'orage

V.B.3. Perturbation des échanges biologiquesNature de l'impact

Il s'agit d'analyser si le projet peut perturber les échanges biologiques entre les deux sites NATURA 2000.

Evaluation

Le plan de gestion de la RNN du delta de la Dranse (qui tient lieu de documents d'objectifs des sites Natura 2000) signale un corridor biologique terrestre au niveau de Champ Dunand – Epinanches (cf. carte n°8), même si « le trafic routier et le développement industriel de la zone empêche tout couloir de s'établir directement ». Au niveau du domaine de Ripaille, il faut noter que les murs d'enceinte gênent également la circulation de la petite faune terrestre. Toutefois les oiseaux et insectes volants qui utilisent l'espace aérien peuvent toutefois franchir des obstacles tels que routes et murs.

La présence de végétation peut favoriser toutefois la progression de proches en proches des petites espèces.

Ainsi la création de bandes végétalisées (cf. carte n°7) en bordure de la zone d'activité de Champ Dunand permettra de maintenir ce corridor biologique, même s'il est actuellement fortement dégradé.

Mesure d'accompagnement

Il est proposé de préserver l'intégralité des zones agricoles entre Champ Dunand et le domaine de Ripaille et de les classer en zone agricole dans le cadre de la révision du PLU qui est en projet, afin de préserver l'autre partie de ce corridor. Si des zones étaient urbanisées avant la révision du PLU, le service urbanisme de la ville de Thonon préconisera la création de bandes végétalisées en continuité avec celles de Champ Dunand.

Chapitre VI. Conclusion

Le projet n'aura pas d'incidences significatives sur l'état de conservation des différents sites Natura 2000 proches :

- le site FR 8212020 « Lac Léman » qui se trouve à environ 250 m du projet ;
- les sites FR8210018 et FR8201719 « Delta de la Dranse » qui sont à environ 700 m.

En effet le projet est situé en dehors des sites Natura 2000 dans un secteur déjà urbanisé, ce qui empêche des incidences directes à l'intérieur de ces sites.

Les incidences indirectes sur l'état de conservation des espèces et habitats aquatiques ayant justifié la désignation des sites « Delta de la Dranse » ne seront pas significatives, étant donné le traitement des eaux pluviales et usées par la station d'épuration et le rejet des eaux traitées directement dans le lac.

Le Milan noir est le seul oiseau ayant justifié les ZPS, qui fréquente régulièrement le site en période de nidification ; toutefois il s'agit d'une espèce à vaste territoire dont la population ne sera pas affectée de façon significative par les prairies de Champ Dunand.

La perturbation des échanges biologiques entre les sites Natura 2000 sera peu significative dans la mesure où, si un corridor a été identifié au niveau de Champ Dunand, il est fortement dégradé. Par ailleurs, il est prévu la création d'une bande végétalisée en bordure de la zone d'activité.

Chapitre VII.

Méthodologie et difficultés rencontrées

VII.A. DEFINITION DE L'AIRE D'ETUDE

L'analyse a été menée essentiellement à l'échelle de Champ Dunand et des sites Natura 2000 avoisinants (Delta de la Dranse et Domaine de Ripaille).

VII.B. METHODOLOGIE ET DIFFICULTES CONCERNANT L'ETAT DES LIEUX

Le document d'objectifs des sites Natura 2000 « Delta de la Dranse » est téléchargeable sur le site internet d'ASTERS : il s'agit en fait du plan de gestion de la réserve naturelle nationale, réalisé en mars 2009.

Le document d'objectif de la ZPS « Lac Léman » est en cours. L'opérateur est ASTERS, en partenariat avec la LPO Haute-Savoie, la maîtrise d'ouvrage étant assurée par le SYMASOL (Syndicat Mixte des Affluents du Sud Ouest Lémanique).

La carte d'occupation des sols a été faite par analyse des photographies aériennes disponibles sur Geoportail et des prospections de terrain réalisées les 13 et 14 mai 2011.

Les sources bibliographiques utilisées pour cette analyse sont :

- BRETON A., Mars 2009, Plan de gestion et documents d'objectifs 2010-2019, Réserve Naturelle Nationale du Delta de la Dranse Sites Natura 2000 « FR 820-1719 et 8210018 ».

Un recensement des oiseaux nichant ou venant s'alimenter sur la zone concernée par le projet a été effectué lors des prospections effectuées les 13 et 14 mai 2011.

Les fiches des sites Natura 2000 et les Formulaires standards de données sont disponibles sur internet ainsi que des informations sur les sites protégés ou inventoriés (portail Natura 2000, INPN et Carmen).

Un entretien a été effectué avec le service urbanisme de la ville de Thonon-les-Bains, des contacts téléphoniques ont été effectués avec le service eau de la ville de Grenoble et ASTERS (gestionnaire des sites Natura 2000 « Delta de la Dranse » et opérateur du document d'objectifs de la ZPS « Lac Léman »).

VII.C.METHODE D'EVALUATION DES INCIDENCES

Dans le cadre de cette étude, il a ainsi été nécessaire d'analyser plusieurs types d'incidences potentielles :

- incidences indirectes sur les habitats aquatiques ;
- prise en compte des territoires de chasse des espèces animales (en particulier les oiseaux).